

Appel à Contribution

Revue Des Hautes Terres

« *Gouvernance locale et mutations socio-spatiales dans les Hautes Terres au début du 21^{ème} siècle* »

Pour son prochain numéro, la Revue Des Hautes Terres lance un appel à contribution dont la thématique de base s'articulera autour du concept de ***Gouvernance locale et les mutations socio-spatiales induites dans les Hautes Terres au début du 21^{ème} siècle.***

Impliquant la conduite ou l'utilisation d'un mécanisme quelconque afin d'assurer à la société une direction cohérente, la gouvernance désigne l'ensemble des règles, procédures et organes de décision qui conditionnent le bon fonctionnement d'un Etat, d'une institution publique ou d'une structure privée. Elle fait donc appel à de nouveaux modes de gestion en réseau, fondés sur le partenariat et la concertation entre une pluralité d'acteurs. En effet, la gouvernance s'avère être un concept en pleine résurrection depuis le début du 20^{ème} siècle. Elle tend à s'affranchir de ses limitations institutionnelles à tendance réductionniste à l'*étatique*, pour s'accommoder d'une démarche plus holistique mettant en scène autant les sociétés à travers leurs organisations diverses (économiques, sociales, culturelles et communautaires), que les espaces à travers leurs structurations et agencements (*infra-étatiques* tels que terroirs, chefferies, collectivités territoriales, *étatiques* à l'image des Etats-nation, et *supra-étatiques* tels que Organisations Intergouvernementales, Organisations internationales etc..).

Repérée en tant qu'outil pertinent pour une mise en place d'un développement durable par la base et partant une stratégie efficace de lutte contre la pauvreté, la gouvernance locale fait référence à des formes de coordination incluant une pluralité d'acteurs : coopération, réseau, alliance, partenariat... L'action publique locale n'est plus le seul fait d'une seule autorité (locale ou nationale), mais implique des acteurs non-étatiques (ANE) dans les processus décisionnels. Également appelée « gouvernance territoriale », la gouvernance locale instaure une nouvelle vision du « territoire » dans le développement économique, social et écologique. Elle réfère à une gestion participative des programmes et projets locaux de développement, dont l'objectif est l'accès équitable aux services essentiels pour tous (santé, eau, éducation, habitat...).

Par ailleurs, la gouvernance locale s'avère actuellement indissociable du processus de décentralisation. Elle procède ainsi par transfert de certaines compétences aux collectivités locales (régions, communes, communautés rurales) permettant à ces dernières d'acquérir une vraie autonomie de gestion. L'Etat centralisé n'apparaît plus comme un instrument adéquat pour assurer le développement à la base. Il est dessaisi d'un pan de sa mission régaliennne au profit de collectivités locales désormais estimées aptes à prendre en charge la conception, la programmation et la mise en œuvre des actions de développement économique, éducatif, social et culturel d'intérêt régional, communal ou rural. Constituant alors le cadre institutionnel de la participation des citoyens à la gestion des affaires publiques, ces collectivités locales sont ainsi généralement appelées à associer les mouvements associatifs et les groupements à caractère communautaire dans un partenariat à la réalisation des projets de développement économique, éducatif, social et culturel.

Somme toute, la gouvernance locale suppose un brassage d'acteurs, ancrés d'une part dans la société civile et d'autre part dans les appareils de gestion publique. Elle implique donc un partage du pouvoir dans le processus décisionnel et la reconnaissance d'une multiplicité de parties prenantes dans la construction d'un développement durable et dans la lutte contre la pauvreté.

Les contributions attendues peuvent s'ancrer autour des grands axes suivants :

1- Les trois objectifs majeurs de la gouvernance locale que sont :

- ✓ le renforcement des pouvoirs des acteurs locaux pour assurer un meilleur équilibre des politiques de développement sur l'ensemble du territoire ;
- ✓ la stimulation d'une démocratie de proximité en impliquant les citoyens dans la gestion des affaires locales ;

- ✓ la préférence de l'échelon local pour tenir compte des besoins de la population et améliorer leur niveau de vie

2- Les acteurs de la gouvernance locale que sont :

- ✓ Les acteurs institutionnels à savoir l'Etat à travers ses structures ministérielles en charge de l'aménagement du territoire, les collectivités locales à différentes échelles (qu'elles soient communautaire, communale ou régionale)
- ✓ Les Acteurs Non Etatiques (ANE) au titre d'organisations de la société civile (OSC), regroupant notamment les Organisations Non Gouvernementales (ONG), les organisations communautaires de base (OCB) et leurs associations représentatives, les partenaires sociaux (syndicats, associations d'entrepreneurs...), les associations du secteur privé, les organisations confessionnelles, les universités, etc.

3- Les réflexions autour des facteurs clés d'une bonne gouvernance, à savoir entre autres :

- ✓ la consolidation du cadre institutionnel ; la transversalité des pratiques ; l'instauration d'un cadre de coordination ; le renforcement des capacités des ressources humaines ; la participation des citoyens à l'action publique.

Ainsi présentés de manière non exhaustive, ces axes peuvent être traités et enrichis individuellement ou transversalement. Les propositions de contribution attendues pour le **22 Septembre 2011 au plus tard**, devront comporter le titre de la contribution, nom et qualité du ou des auteurs, un résumé d'environ 300 mots, accompagné d'environ 5 mots clé. Elles devront être présentées en format Word, police Times New Roman, caractère 12, et envoyées simultanément aux adresses suivantes :

revuedeshautesterres@yahoo.fr

mmoupou@yahoo.fr

pierre.kamdem@yahoo.fr

Temporalités :

Appel à Contribution : **25 Août 2011**

Date limite de réception des résumés : **22 Septembre 2011**

Date limite de réponse aux propositions : **30 Septembre 2011**

Date limite de réception de texte intégral : **30 Novembre 2011**

Date de parution du numéro : **Fin Janvier 2012**

Contacts :

Moïse MOUPOU
Département de Géographie
Université de Yaoundé I
Mail : mmoupou@yahoo.fr

Pierre KAMDEM
Département de Géographie
Université de Dschang
Mail : pierre.kamdem@yahoo.fr